



## MITGLIEDERVERSAMMLUNG DER SP FRAUEN

23. Oktober 2021, Lausanne, Espace Dickens

### PROTOKOLL

**Anwesend:** 60 Anwesende, gem. Teilnehmerinnenliste

Tamara Funiciello, Martine Docourt, Susanne Alfermann; Esther Bänziger; Julia Baumgartner; Christiane Bertschi; Tamara Bosshardt; Anne Bramaud du Boucheron; Anne-Françoise Bussard; Elisabeth Clément; Rose May Clivaz Hagen; Monique Cosandey; Brigitte Crottaz; Mari-Anne Etter; Cesla Amarelle; Marcela Bideau; Mathilde Crevoisier; Ursula Funk; Evelyn Gmurczyk; Jennifer Guerne; Gloria Helfer; Nadia Huberson; Valérie Induni; Margret Kiener Nellen; Barbara Keller; Virginia Köpfli; Nadia Kuhn; Nuria Gorite; Simona Isler Vera Trabucco; Anne Maillard; Annina Meerstetter; Ursina Merkler; Pascale Michel; Mariela Muri; Pia Neuhaus; Gisela Nyfeler; Shasime Osmani; Delphine Probst; Estelle Revaz; Gabriela Rohner Raggenbass; Kaya Pawlowska; Ada Marra; Nuria Goritte; Laurée Salamin; Oriane Sarasin; Karin Sixer; Zora Schindler; Pauline Schneider; Anna Spiess; Jasmin Stangl; Elodie Surchat; Muriel Thalmann; Christin Tlach; Nadja Tofani; Juliana Weber Killer; Mirjam Werlen; Rebekka Wyler; Clara Wyss; Aleksandra Zdravkovic; Gina La Mantia (Protokoll).

**Entschuldigt:** Nadine Masshardt; Muriel Langenberger; Elisabeth Baume-Schneider; Helga Willen; Anja Meierhans; Susi Greutmann; Ursula Imhof; Irène Hügli; Christa Stahel; Edith Siegenthaler; Marie-Antoinette Crelier; Martine Matthey; Claudia Friedl; Melissa Cravero; Françoise Schenk Gottret; Ursi Flück Mösch; Danielle Lemann; Ursula Imhof; Ornella Buletti; Beatrice Hostettler; Kerstin Vonarburg; Michèle Meyer; Min Li Marti; Rhiana Spring; Beatrice Willen; Caroline Alvarez; Giulia Saam; Claudia Campi Saam; Karin Läng; Chrigi Niederberger; Anne Dominique Reinhard; Jessica Perregaux-Dielf; Laurence Fehlmann Rielle; Doris Schaeren

### Traktandum 1, Eröffnungsgeschäfte

**Gina La Mantia** eröffnet die Versammlung um 10:30. Sie begrüßt die Anwesenden und erwähnt, dass zahlreiche Entschuldigungen eingegangen sind, die sie aber nicht alle einzeln erwähnen möchte. Sie werden im Protokoll ersichtlich sein.

**Tamara Funiciello** begrüßt die Anwesenden ebenfalls, und dankt dafür, dass sie hier sein können. Sie bittet, aufgrund der schockierenden Aktualität, um eine Schweigeminute für die Opfer von Femiziden in der Schweiz.

Nach der Schweigeminute gibt **Elisabeth Clément** einige organisatorische Informationen zur Versammlung, zum Kinderhütedienst und zum Apéro mit Weindegustation.

**Tamara** schlägt Gina als Protokollführerin vor. Es gibt keine Einwände.



**Gina** erklärt, dass Wortmeldungen per Handzeichen während der Versammlung angemeldet werden können. Es gilt eine Redezeit von 2 Minuten, plus eine Replik von 2 Minuten. Für das Protokoll sind alle Rednerinnen gebeten, sich in die Rednerinnenliste einzutragen.

Gina schlägt **Zora Schindler** und **Gloria Helper** als Stimmenzählerinnen vor. Es gibt keine Einwände dazu.

Die Traktandenliste ist im Internet aufgeschaltet. Es gibt keine Einwände, sie wird so genehmigt.

Auch das Protokoll der Zoom-Mitgliederversammlung vom 13. März 2021 ist im Internet aufgeschaltet. Es gibt keine Einwände dazu. Das Protokoll ist hiermit genehmigt.

## **Traktandum 2, Begrüssungen**

Gina gibt **Nuria Gorrite, Présidente du Conseil d'Etat VD**, das Wort für eine Begrüssung.

"Chères camarades,

*C'est avec plaisir que je vous souhaite la bienvenue pour votre Assemblée générale dans le Canton de Vaud. Notre Canton a la particularité - depuis un peu moins de 10 ans - de compter une majorité de femmes dans son gouvernement ! Si j'ajoute que 3 des 5 femmes en son sein, y compris sa présidente, sont socialistes, on peut se demander si les buts des femmes socialistes ne sont pas déjà atteints !*

*Malheureusement, derrière la victoire réelle - et pour l'instant durable - de cette majorité féminine, le patriarcat contribue de structurer assez fortement notre monde politique et notre société. Comme responsable du Bureau de l'égalité de notre canton je suis confrontée à la persistance des inégalités de genre, que ce soit dans les différences de salaires, les différences de chance dans la vie ou les intolérables violences domestiques - contre lesquelles nous menons une action déterminée en collaboration avec les services sociaux, de santé, de protection de la jeunesse et de police. La bonne nouvelle est qu'il est possible d'agir ! A condition de situer l'action au bon niveau.*

*Puisque le thème de votre Conférence porte sur le travail de care, j'aimerais donner un exemple qui m'est cher de cette politique gagnante-gagnante. Le parti socialiste vaudois va lancer prochainement une initiative populaire pour un congé parentalité, qui viendra s'ajouter au congé maternité existant. Avec un tel congé les partenaires hommes des couples seront incités à prendre leur responsabilité et à assumer une partie de ce travail de soin, de care, aujourd'hui encore très largement dévolu aux femmes.*

*Et il s'avère que de plus en plus d'hommes souhaitent prendre ces responsabilités et souhaitent jouer leurs rôles de pères dans une optique plus égalitaire que la génération précédente. Le principal obstacle à ce désir est économique : le marché du travail complique le partage des tâches domestiques au sein du couple et ne facilite pas les temps*



*partiels voulus ou les congés de longue durée pour s'occuper d'enfants (ou de proches malades ou de parents âgés d'ailleurs).*

*Avec un congé parentalité - financé paritairement par les travailleuses/eurs et les employeurs - nous permettons concrètement une répartition plus égalitaire des tâches de care, et nous mettons en oeuvre une solution socialement juste car accessible à toutes et tous et financée, en partie, par les employeurs.*

*Car, comme féministe et comme socialiste, je suis convaincue que ces inégalités ne sont pas juste les reliques d'un temps passé mais malheureusement le résultat d'un système patriarcal que nous devons nous employer à démanteler. Mais je suis tout aussi convaincue que ce démantèlement améliorera la situation de toutes et tous, pas uniquement des femmes qui en sont victimes! Et qu'en faisant ce chemin nous pouvons aussi réduire substantiellement les inégalités sociales. L'exemple du congé parentalité peut être multiplié - et surtout concrétisé, à condition de trouver les majorités politiques progressistes nécessaires.*

*Décidément la Suisse, et le monde, ont besoin d'un tournant féministe et socialiste. Par votre engagement vous y contribuez, à toutes les échelles. Je vous en remercie et vous souhaite une excellente Assemblée générale en terres vaudoises. Je vous remercie de votre attention."*

Gina dankt Nuria für ihre Worte, und bittet **Cesla Amarelle, Conseillère d'Etat VD**, nach vorne für eine Begrüssung.

*"Chères camarades, Au milieu des urgences du gouvernement vaudois, des chantiers que nous conduisons dans le domaine de la formation ou du soutien à apporter aux milieux culturels touchés de plein fouet par les effets de la pandémie, j'aimerais vous dire le plaisir que j'ai à venir saluer l'assemblée générale des femmes socialistes suisses. Car je suis persuadée que notre organisation a un rôle crucial à jouer, aussi bien au sein du mouvement socialiste que du mouvement féministe et en particulier dans le contexte actuel.*

*Depuis 20 mois, nous faisons face à une pandémie mondiale aux effets dévastateurs. Et dans la lutte contre la pandémie, le féminisme a sa pierre à apporter. Je vous épargnerais le débat sur le fait que l'on doit désormais dire « la » Covid et non pas « le ». J'éviterais d'y voir une nouvelle démonstration du machisme – bien réel lui – de la langue française... Plus sérieusement, la crise sanitaire, comme la plupart des crises, montre l'urgence d'apporter des réponses à des problèmes contre lesquels le mouvement féministe se bat depuis des dizaines années.*

*Parlons de la violence domestique. On a cru avoir évité le pire à la fin du semi-confinement du printemps 2020. Mais les chiffres de la violence domestique ont rapidement pris l'ascenseur dans certains cantons : à Berne, les interventions policières ont augmenté de 40% entre 2019 et 2020. A Genève, la hausse a atteint 15%. Vaud, pour sa part, voit heureusement la situation rester stable, notamment grâce à la nouvelle loi cantonale contre*



*la violence domestique. Les chiffres ont même légèrement baissé entre 2019 et 2020, mais ils restent supérieurs à leur niveau de 2018.*

*Parlons du télétravail et dépassons une vision un peu romantique qui en fait la panacée pour concilier vie familiale et professionnelle. Car il s'agit aussi d'une organisation du travail qui peut contribuer à accroître la charge mentale des femmes alors qu'elles continuent à assumer la majorité des tâches domestiques et d'éducation des enfants. Que s'est-il passé au printemps 2020 ? Les femmes ont dû gérer leur emploi, le travail domestique et, pendant plusieurs semaines, l'école de leurs enfants. Drôle de manière de « concilier vie familiale et vie professionnelle » !*

*Cette crise a aussi révélé la précarité et l'absolue nécessité de pans entiers essentiellement féminins de notre économie. Je n'en mentionnerais que deux. Il y a tout d'abord le secteur de la grande distribution. Derrière des plexiglas, avec des gants, avec des masques, face à des clients de plus en plus sur les nerfs ou qui exigeaient de constituer des réserves de papier toilette, face à une hiérarchie qui souhaitait conserver le plus de « flexibilité » possible pour gérer les maladies et les quarantaines, les vendeuses ont tenu bon. Malgré l'augmentation de la pénibilité de leur travail, elles ont rappelé leur rôle capital dans le bon fonctionnement de notre société, comme dans le maintien du lien social car, bien après la fin du semi-confinement, les courses ont souvent constitué le seul moment de sociabilité pour de nombreuses personnes vulnérables.*

*Aux côtés du domaine de la grande distribution, il y a, bien entendu, le domaine des soins. Je serai brève à ce sujet car vous en parlerez plus tard dans l'ordre du jour. Mais j'aimerais dire toute l'importance de l'initiative sur laquelle nous votons fin novembre. Le personnel de la santé souffre déjà de la pénurie qui touche un secteur dans lequel plus de 11'000 places restent vacantes, il a désormais été frappé de plein fouet par la crise actuelle. Il est temps d'apporter – enfin ! – des réponses à la hauteur des enjeux, en termes de formation, de rémunération et de conditions de travail. Si cette pandémie nous permet une véritable prise de conscience de l'urgence d'agir dans ce domaine, elle aura au moins servi à cela.*

*Pour porter ces luttes, chères camarades, le mouvement féministe doit pouvoir compter sur les Femmes socialistes. Nous jouons un rôle capital pour transformer les revendications en projets politiques qui impactent, concrètement, la vie des femmes en Suisse. De plus, il serait naïf de croire que la grande famille socialiste est « naturellement » féministe. Elle l'est aussi longtemps qu'elle comprendra en son sein des militantes – et des militants – qui, de l'intérieur, lui rappelleront cette composante essentielle de son identité. Et alors que notre époque cumule les urgences sociales, sanitaires, climatiques et féministes, je ne peux que souhaiter longue vie aux Femmes socialistes suisses. Elles détiennent – nous détenons – une partie de la solution. Je vous remercie et vous souhaite une belle assemblée générale."*

Gina dankt Cesla für ihre Anwesenheit und ihre Worte, und gibt **Muriel Thalmann, Présidente de la Commission Egalité du PS Vaud**, das Wort für eine Begrüssung.



"Chères camardes, Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue à Lausanne au nom du PS Vaud ainsi que de la Commission Egalité.

En tant que Présidente de la Commission Egalité j'aimerais vous présenter brièvement notre rôle. Notre commission organise des événements en lien avec la thématique « Egalité entre les femmes et les hommes » (flyers, brunches, etc.) ; elle est surtout une force de proposition, que ce soit auprès du Comité de direction du PS Vaud ou auprès des députées du Grand Conseil, ce qui nous amène à déposer régulièrement des postulats.

Ainsi, dernièrement, une membre de la commission nous a rendues attentives à la problématique du Revenge Porn ; ces sont des jeunes, principalement des jeunes femmes qui en sont victimes et qui se retrouvent dans la quasi impossibilité de se défendre au vu du dispositif légal actuel. En effet, que faire lorsqu'un ancien amoureux, dépité, se venge en balançant une image nue de son ex pour nuire à son image ou l'humilier ? Comme il faut agir au niveau fédéral, nous avons déposé une initiative, afin que le Conseil d'Etat intervienne auprès des autorités fédérales, car il nous faut introduire des dispositions réprimant l'usage abusif de l'image et l'atteinte à la personnalité dans le code pénal. Mais nous avons aussi besoin que d'autres députées interviennent, afin que d'autres cantons déposent une initiative similaire. Nous avons donc transmis ce texte à Gina afin qu'elle le diffuse. Et nous espérons que les députées socialistes agiront rapidement, car ce serait bien dommage que des députés d'un autre bord politique déposent un texte similaire. C'est ce qui nous est arrivé avec notre postulat qui demandait l'introduction de distributeurs gratuits de protections hygiéniques dans les établissements scolaires. C'est finalement un membre de l'UDC qui a repris l'idée dans l'une des communes du canton, en la déposant auprès du Conseil communal d'Yverdon.

Cet exemple montre que ce n'est que lorsque que nous agissons ensemble que nous devenons plus fortes. Et là, j'aimerais venir au terme sororité. La sororité je l'ai découverte, lorsque nous avons fondé l'Intergroupe F au Grand conseil ; c'est un groupe thématique qui réunit les députées de tous les groupes politiques, représentés au Grand conseil. Et nous abordons ensemble, des thèmes que nous pouvons toutes soutenir. Et c'est là, encore que j'ai vu notre force de frappe : nous nous sommes organisées pour qu'une femme issue de chaque groupe politique intervienne pour défend l'exretinction de la co-solidarité fiscale dans notre canton, une disposition dans la loi cantonale sur les impôts qui touche généralement les femmes séparées et divorcées, donc la partie la plus faible du couple. Et nous avons réussi ! Notre motion a été acceptée à une grande majorité et le Conseil d'Etat doit désormais nous faire une proposition, malgré la forte réticence du Conseiller d'Etat en charge du dossier. Mais ce dossier, nous avons pu le défendre, uniquement parce que nous avons eu le soutien des Femmes juristes suisses, qui nous ont aidées à étayer notre dossier et à contrer les arguments avancés par l'administration.

La sororité, c'est aussi la fois où j'ai entendu une conseillère nationale verte à la radio, qui indiquait s'être inspirée de mon postulat et qui a cité mon nom. Je l'ai remerciée et elle a m'a répondu : « C'est ça la sororité. Nous devons nous entraider entre femmes, nous devons citer le nom des autres femmes sans relâche, nous devons absolument pouvoir compter sur un réseau de femmes, un réseau qui met systématiquement les autres femmes en avant ».



*La sororité je l'ai aussi perçue entre les femmes de notre Conseil d'Etat, qui se soutiennent pour faire avancer la cause des femmes dans tous les types de dossiers.*

*La sororité, c'est aussi être attentive, dans le cadre des séances ou de rencontres afin de lutter contre les phénomènes d'invisibilisation des femmes.*

*Ainsi, lorsqu'un homme explique quelque chose à une femme de manière condescendante, cela s'appelle le « Mansplaining » ou « mecsplification », il faut intervenir ;*

*Lorsque qu'un homme interrompt, sans aucune justification une femme qui est en train de s'exprimer, cela s'appelle le « Manterrupting », il faut intervenir ;*

*Lorsque qu'un homme s'approprie l'idée ou les idées d'une femme, une attitude qui n'est pas toujours consciente mais qui reste très fréquente, surtout au travail, il faut intervenir !*

*Cela s'appelle la « stratégie de l'amplification ». Concrètement, chaque fois que vous constatez qu'une femme est interrompue dans sa prise de parole ou que ses propos ne bénéficient pas de la même attention que ceux d'hommes assis autour de la table, il faut vous relayer pour répéter autant de fois que nécessaire les propos suivants : « Je voudrais revenir sur ce que Rebecca a dit... », « Comme le disait tout à l'heure Rebecca ... », « Rebecca a souligné ce point et il serait bon qu'on s'y arrête », etc. Vous pouvez aussi relever l'impolitesse d'un homme, en intervenant et en disant « Je crois qu'elle n'avait pas terminé et j'aimerais bien entendre la fin de sa phrase. »*

*Mettions en avant les femmes, même si nous ne les connaissons pas, et surtout aidons-les. Est-ce que ça vous est déjà arrivé de voir une femme se faire accoster par un gros lourd dans les transports publics ? La prochaine fois que vous assistez à ce genre de scène, allez la voir comme si vous retrouviez une amie, le gros lourd s'en ira ... et vous rencontrerez une nouvelle femme.*

*C'est cela la sororité, soutenir toutes les autres femmes, les nommer aussi souvent que possible, saisir chaque occasion pour les mettre en avant, intervenir pour leur redonner la parole et les inviter à mettre en avant leurs idées.*

*Chères camarades, unissons-nous avec toutes les femmes et luttons chaque jour contre notre invisibilité. C'est comme cela que nous serons plus forte et que nous atteindrons bien plus vite l'égalité."*

### **Traktandum 3. Anpassungen des Reglements der SP Frauen**

#### **Antrag 1: Weglassen des Gendersterns in der Bezeichnung SP Frauen**

**Tamara** erklärt die Position der Geschäftsleitung

"Als der Genderstern vor 5 Jahren eingeführt wurde, war es als Zeichen der Sensibilisierung und Integration gedacht. Mit diesem Stern wollten wir alle mitmachen, die keine cis-Frauen



sind, also inter und nonbinäre Menschen. Wir wollten damit signalisieren, dass auch Transfrauen willkommen sind. Doch Sprache entwickelt sich, Machtverhältnisse werden neu aufgedeckt, benannt, erkannt. Heute wissen wir, der Genderstern tut das Gegenteil von dem, was wir wollten. Er schliesst aus statt ein. Er macht Menschen zum Anhängsel. Transfrauen sind aber Frauen, ohne Stern!"

Tamara bittet die Versammlung im Namen der Geschäftsleitung, den Antrag anzunehmen. Sie informiert auch darüber, dass Michèle Meyer von der SP Baselland bereits an der letzten MV einen Antrag gestellt hatte, genau das zu überarbeiten. Leider kann sie heute aus gesundheitlichen Gründen nicht dabei sein, aber sie hat mitgeteilt, dass sie dem Antrag zustimmt.

**Der Antrag 1 wird von der Versammlung einstimmig angenommen.**

### **Antrag 2: Erhöhung der Geschäftsleitung der SP Frauen auf 10 Mitglieder**

**Martine** erklärt die Position der Geschäftsleitung

Als SP Frauen wollen wir stärker und sichtbarer werden, wir wollen fähiger werden, Themen aufzugreifen und Kampagnen durchzuführen. Dazu muss unsere Geschäftsleitung gestärkt werden. Wir möchten unsere Arbeit besser strukturieren und aufteilen, es ist uns wichtig, die Fähigkeiten und Kompetenzen, sowie die Ressourcen der einzelnen Mitglieder optimal zu nutzen, um schlagkräftiger zu werden. Aus diesem Grund beantragt die Geschäftsleitung eine Erhöhung der Zahl ihrer Mitglieder von den aktuellen acht auf zehn. Martine bittet die Versammlung im Namen der Geschäftsleitung, den Antrag anzunehmen.

**Der Antrag 2 wird von der Versammlung einstimmig angenommen.**

### **Antrag 3: Das Präsidium nimmt Einsitz in den Parteirat**

**Virginia Köpfli** erklärt die Position der Geschäftsleitung

Die SP hat sich neue Strukturen gegeben. Neu gibt es einen Parteirat. Im Parteirat vertreten sind die Organe der Partei, wie die Juso, die Sp 60+ oder eben die SP Frauen. Ebenfalls vertreten sind die Kantonal- und Stadtparteien und die neuen Themenkommissionen sowie Foren wie die Reformplattform. Der Parteirat ersetzt die Delegiertenversammlungen und die Koordinationskonferenz. Zweck des Parteirats ist es die thematische Vernetzung zu verbessern.



Die Geschäftsleitung der SP Frauen beantragt der Delegiertenversammlung, dass Tamara und Martine, also das Präsidium der SP Frauen, die SP Frauen im Parteirat vertritt. Aus Sicht der Geschäftsleitung erhalten damit die SP Frauen das notwendige Gewicht im Parteirat. Zudem sind wir überzeugt, dass die Vertretung durch das Präsidium die bestmögliche Vernetzung zwischen den Aktivitäten der SP Frauen und der gesamten SP ermöglicht. Wir danken Euch für die Unterstützung dieses Antrags.

**Der Antrag 3 wird von der Versammlung einstimmig angenommen.**

**Antrag 4: "Die Zentralsekretärin ist Mitglied der Koordinationskonferenz" streichen.**

Ich kann es kurz machen: Da die Koordinationskonferenz abgeschafft wird, beantragt Euch die Geschäftsleitung der SP Frauen eine entsprechende Anpassung: die Streichung, dass die Zentralsekretärin Mitglied der Koordinationskonferenz ist. Wir danken Euch für die Unterstützung dieses Antrags.

**Der Antrag 4 wird von der Versammlung einstimmig angenommen.**

#### **Traktandum 4: Wahlen**

Zwei bisherige Mitglieder unserer Geschäftsleitung treten zurück: **Min Li Marti** und **Gisela Nyfeler**.

**Tamara** informiert die Versammlung, dass Min Li leider heute nicht dabei sein kann. Aus diesem Grund werden wir sie an unserer nächsten Mitgliederversammlung gebührend verabschieden, und ihr für ihre grosse Arbeit danken.

**Martine** ergreift das Wort, und dankt Gisela Nyfeler für ihre wichtige Mitarbeit in der Geschäftsleitung. Gisela ist es oft gelungen, neue Sichtweisen in das Gremium einzubringen, das hat manchmal für Diskussionen gesorgt, war aber auch sehr wertvoll. Sie bedauert ihren Weggang sehr, und freut sich aber darüber, dass Gisela zugesagt hat, weiterhin für eine punktuelle und themenbezogene Mitarbeit bereit zu sein.

**Gisela** bedankt sich bei Martine für diese Worte, bei der Geschäftsleitung für die Zusammenarbeit, die sie ebenfalls geschätzt hat. Sie freut sich, dass sich nun gute Kandidatinnen sich für die Geschäftsleitung vorstellen werden.

Für die vier freien Plätze in der Geschäftsleitung sind vier Kandidaturen eingegangen: **Elisabeth Baume-Schneider**, **Julia Baumgartner**, **Nadia Kuhn** und **Laurie Willomet** (in alphabetischer Reihenfolge). Alle Kandidatinnen stellen sich kurz vor.



**Julia Baumgartner:** Liebe Genossinnen, chères camarades, care compagne Dans le monde entier, nos soeurs se battent pour une vie meilleure : l'avocate et activiste iranienne Nasrin Sotoudeh se bat pour les droits des femmes, des enfants et des minorités et contre la peine de mort dans son pays. Au Belarus, des femmes et la communauté LGBT+ s'unissent pour protester contre le régime autoritaire de Loukachenko.

En Pologne et en Turquie, les gens luttent contre l'oppression discriminatoire massive des homosexuel·les et, dans notre pays voisin, nos amies se battent pour l'abolition de l'article 218, qui criminalise les avortements.

Die Revision des Sexualstrafrechts, eine gebührenfreie familienergänzende Kinderbetreuung, eine starke Altersvorsorge für alle, die Elternzeit – auch in der Schweiz gibt es gleichstellungspolitisch noch viel zu tun. Die SP Frauen\* spielen dabei eine wichtige Rolle. Nicht nur sind wir in den Parlamenten mit starken Vertreterinnen aktiv, nein, wir sind eben auch fest verankert in den regionalen feministischen Kollektiven.

Unsere Aufgabe ist es, möglichst viele Menschen für unsere Kämpfe zu begeistern und sie langfristig zu binden. Das ist eine grosse Herausforderung; denn es reicht nicht, einfach mit Kampagnen medial und in den Parlamenten präsent zu sein. Wir müssen uns innerhalb unserer Bewegung regelmässig austauschen, uns weiterbilden und uns gegenseitig den Rücken stärken.

Damit haben wir die Chance, die feministische Debatte in diesem Land mitzuprägen. Gerne möchte ich mich in Zukunft in der Geschäftsleitung der SP Frauen\* Schweiz für die Stärkung dieser wichtigen feministischen Organisation engagieren. Ich bin motiviert, gemeinsam mit euch die vielen anstehenden Projekte anzupacken und würde mich über euer Vertrauen freuen!

**Nadia Kuhn:** Liebe Genossinnen, chères camarades, cari compagni - L'autre jour, un camarade de classe m'a parlé de mon pin's de la grève féministe et m'a demandé si je pensais vraiment que le féminisme était encore nécessaire aujourd'hui - après tout, nous sommes tous égaux maintenant.

Mais il y a encore beaucoup trop de raisons de s'opposer au patriarcat. Notre combat n'est pas terminé tant que les hommes et les femmes travaillent le même nombre d'heures et que les femmes se retrouvent tout de même avec 108 (cent-huit ; ) milliards de francs de moins sur leur compte en banque. Notre combat n'est pas terminé tant que les personnes qui ne correspondent pas à ce système binaire de genre sont encore systématiquement rendues invisibles dans les statistiques.

Unser Kampf ist nicht zu Ende, solange ich mir, wenn ich in der Öffentlichkeit eine Frau küsse, von irgendwelchen Dudes anhören muss: «Dörfi mitmache?». Wenn ich aber mit einem Mann unterwegs bin, dann wird sein Besitzanspruch über mich respektiert und niemandem würde es einfallen, uns zu belästigen. Unser Kampf ist nicht zu Ende, weil mindestens 800'000 Frauen in der Schweiz bereits sexuelle Gewalt erlebt haben – und weil sich die grösste Partei dieses Landes erdreistete, zu behaupten, das liege alleine an den



Ausländern. Als sei Sexismus importiert. Als wäre nicht unser Zuhause der gefährlichste Ort für uns und unsere Kinder, weil häusliche Gewalt immer noch eine traurige Realität in diesem Land ist. Liebe SVP, einfach damit das nochmals gesagt ist: Euer «Kampf gegen Gewalt an Frauen» ist nichts als schlecht versteckter Rassismus.

Si je me présente aujourd'hui au Comité directeur des Femmes\* socialistes suisses c'est parce que je suis convaincue que ce n'est qu'ensemble que nous pourrons réaliser tout cela. Par le passé, les Femmes\* socialistes suisses ont, à plusieurs reprises, façonné le discours féministe dans ce pays, et c'est précisément la raison pour laquelle je souhaite travailler pour renforcer encore cette importante organisation féministe dans le futur.

Als queere Frau ist mir eine gute und enge Zusammenarbeit mit der im Zuge der Strukturreform 2021 neu geschaffenen SP queer ein grosses Anliegen. Auch andere Gruppierungen inner- und ausserhalb der SP, die Sexismus, Queerfeindlichkeit, Rassismus, Ableismus und andere Diskriminierungsformen bekämpfen, sind unsere natürlichen Verbündeten. Denn wenn Feminismus nicht intersektional ist, wenn wir uns nicht solidarisieren mit Kämpfen, die nicht die unsrigen sind, dann werden patriarchale Muster lediglich reproduziert und verschoben, statt dass sie ein für alle Mal gesprengt werden. Um es mit den Worten der Schwarzen Feministin Audre Lorde zu sagen: «I am not free while any women is unfree, even when her shackles are very different from my own.» Ich freue mich über eure Unterstützung!

**Laurie Willomet:** Chères camarades, il y a un peu plus de 6 mois, je vous écrivais pour vous faire part de mon envie de devenir déléguée pour les femmes socialistes à l'AD du PS Suisse. Élué grâce à vos votes, j'ai essayé de m'engager au mieux dans ce rôle en prenant la parole pour défendre nos combats. Lors de l'AD de mai, nous avons obtenu une petite victoire pour que le travail du care soit considéré à part entière dans un papier de position sur la sortie de la crise sanitaire. Lors du Congrès d'août, nous avons essayé de défendre l'inscription d'un pourcentage minimum de représentation féminine dans les nouveaux statuts du PS Suisse, mais nous avons malheureusement échoué. Ce dernier échec m'a fait réaliser le travail qu'il reste à faire et l'importance d'un organe comme celui des Femmes socialistes. Mon envie de m'impliquer est d'autant plus forte et c'est pourquoi je souhaiterais rejoindre le comité directeur des Femmes socialistes suisses.

Elue à l'exécutif de la ville de Vevey au printemps dernier et membre du Collectif féministe, j'ai pu porter les combats féministes au coeur du débat politique durant toute une campagne. Je les ai même vécus de plein fouet pendant celle-ci, étant la cible privilégiée d'attaques de tous les côtés. C'est d'ailleurs la politique, que j'ai commencée en 2019, qui m'a ouvert les yeux sur les inégalités de genre. J'ai ensuite choisi des cours en études de genre à l'université et ai sensibilisé au mieux les élèves de mon école en créant une semaine thématique sur la question.

Si nous avons fêté les 50 ans du droit de vote des femmes en Suisse cette année, il reste encore tellement de combats à mener, on le voit encore dernièrement avec l'AVS 21, ou la révision du code pénal liée au consentement. Intégrer le comité des Femmes socialistes renforcerait encore plus mon engagement dans cette cause et les combats qu'il reste à



mener. Si je venais à être élue, je pourrais amener certaines de mes expériences, comme les enjeux au niveau communal, parfois oubliés, ou celle des Collectifs féministes. Très engagée de manière générale, je serais prête à m'investir pleinement. Merci de votre soutien.

Da **Elisabeth Baume-Schneider** nicht vor Ort sein kann, hat sie eine Videobotschaft geschickt.

Hier ihr Motivationsschreiben für die Kandidatur:

*Dans le sillage de discussion avec Tamara Funiciello, je me tiens volontiers à disposition pour participer aux travaux du comité.*

*Mon engagement professionnel et politique s'articule autour des questions de dignité et d'égalité. Mon parcours de vie m'amène à observer avec pragmatisme et malheureusement quelques inquiétudes que si nous avons grâce à notre militantisme solidaire et des arguments imparables, gagné enfin quelques conquêtes, le chemin à parcourir de manière collective est encore gigantesque pour voir s'esquisser et s'ancre dans la vie quotidienne des femmes et des hommes le terreau fertile d'une véritable politique égalitaire.*

*Que ce soit en matière d'égalité des chances, de politique salariale, de prestations en matière sociale, de conciliation vie familiale et projet professionnelle, de protection en matière juridique, nous avons à convaincre et à affirmer sans relâche que la situation actuelle n'est pas satisfaisante. Nous avons également à montrer notre solidarité à l'égard des femmes du monde entier.*

*Que ce soit dans mon activité d'assistante sociale, de ministre de la Formation, de la culture et des sports avec le bureau de l'égalité arrimé à mon Département, de directrice de la haute école de travail social et de la santé qui héberge un réseau de compétences genre, je suis pétrie de la conviction qu'il est utile de développer une parole féminine inclusive pour défendre un projet de société ouverte et juste.*

Nach der Vorstellungsrunde, stellt **Zora Schindler** einen Antrag auf offene Wahlen. **Der Antrag wird einstimmig angenommen.**

Seitens der Versammlung gibt es keine weiteren Wortmeldungen.

Jede Kandidatin wird einzeln gewählt. **Alle Kandidatinnen werden einstimmig, ohne Gegenstimmen gewählt.** Wir gratulieren den neugewählten Mitgliedern der Geschäftsleitung herzlich!

Als Delegierte für den Parteitag ist fristgerecht die Kandidatur von **Shasime Osmani** eingegangen. Es sind aber insgesamt vier freie Plätze als Delegierte frei.



Da nach Abschluss der Frist noch Kandidaturen eingegangen sind, stellt **Tamara** einen Antrag auf Verlängerung der Frist. **Der Antrag wird einstimmig angenommen.**

Weitere Kandidatinnen als Delegierte für den Parteitag sind: **Gisela Nyfeler** und **Estelle Revaz**.

Alle drei Kandidatinnen stellen sich kurz vor. Die Wahl findet offen statt. Jede Kandidatin wird einzeln gewählt. **Alle Kandidatinnen werden einstimmig, ohne Gegenstimmen gewählt.** Somit sind nun 11 der 12 Plätze als Delegierte der SP Frauen für den Parteitag besetzt. Wir gratulieren den neugewählten Delegierten für den Parteitag herzlich!

### **Traktandum 5: Eidgenössische Abstimmungen vom 28. November 2021**

#### **Volksinitiative "für eine starke Pflege"**

**Brigitte Crottaz** stellt die Vorlage mittels einer PowerPoint Präsentation vor.

*L'initiative pour des soins infirmiers forts a été lancée par l'association Suisse des infirmières et infirmiers en 2017 . Elle part des constats suivants :*

*La Suisse ne forme que 43% du personnel soignant dont elle a besoin. Cela oblige à faire appel à du personnel étranger et ce recrutement affaiblit le système de soins dans leur pays d'origine.*

*Autre constat, 40% des personnes formées quittent leur emploi prématurément, dont 1/3 avant l'âge de 35 ans en raison de la pénibilité du travail, ce qui correspond à un abandon d'environ 2400 soignants chaque année.*

*À ce jour, la pénurie est déjà présente et il est estimé qu'il manque plus de 6000 soignants en Suisse.*

*En 2021, un rapport national sur le personnel de santé a été réalisé. Il se base sur les chiffres connus de 2019. À cette date, La Suisse comptait 185'600 soignant.e.s*

*Des calculs ont été réalisés pour tenir compte des besoins face à l'évolution démographique attendue. Ce calcul permet d'estimer qu'il faudra disposer de 222'100 soignant.e.s donc 36'500 de plus qu'à ce jour.*

*Certains infirmiers et infirmières prendront bien sûr leur retraite ou partiront pour d'autres raisons. On estime que 27'500 devront donc être remplacés d'ici 2030. Au total le constat est donc d'un manque d'environ 64'000 soignant.e.s en 2030.*

*L'initiative propose des solutions pour faire face à ce problème :*



- Augmenter le nombre de places de formation, promouvoir la formation continue et la réinsertion après un arrêt de quelques années
- Augmenter le soutien financier pour donner les moyens d'effectuer par exemple une passerelle entre la formation d'assistant.e en soins communautaires et celle d'infirmier ou infirmière
- Améliorer la condition de travail pour permettre une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie privée. Une planification à l'avance des horaires et en particulier indispensable, de même qu'une stabilité de ces horaires. La réalisation de conventions collectives de travail permettrait également de mieux protéger le personnel soignant et, enfin, une rémunération correcte est exigée. Même si c'est le cas dans plusieurs cantons actuellement, il existe des endroits où les rémunérations sont clairement insuffisantes.
- Attribuer plus de compétences aux infirmières et infirmiers en les autorisant à prescrire certains soins ou traitements sans passer par l'aval d'une prescription médicale. Ceci permettrait la valorisation de leur travail.

Une des propositions pour améliorer les conditions de travail consiste à fixer un nombre maximum de patient.e.s par soignant.e selon le domaine d'activité pour assurer des soins de qualité, sûrs et humains. En effet, on constate souvent une très grande insatisfaction au travail en raison de la pression constante et du manque de temps pour effectuer correctement les soins, d'où le risque d'un manque de sécurité pour les patients, mais aussi du manque de temps de partage avec les patient.e.s, source de frustration. Cette augmentation de la satisfaction au travail permettrait probablement d'éviter le renoncement à la profession si prématûrement.

L'initiative demande donc que la Confédération inscrive dans la constitution différents points :

- Réglementer les conditions de travail dans les hôpitaux, homes et soins à domicile
- Définir le montant des salaires
- Veiller à une meilleure conciliation entre vie familiale et vie professionnelle
- Veiller aux perspectives d'évolution professionnelle

De l'avis du Conseil fédéral, ces revendications empiètent sur la compétence des cantons.

L'initiative demande également des compétences élargies permettant aux infirmières et infirmiers de facturer certaines prestations sans nécessité d'un ordre médical. Il s'agit bien sûr de prestations dans leur domaine de compétence.

Pour les Conseil Fédéral et les opposants, cette augmentation du nombre de prestataires autorisés à facturer directement à l'assurance obligatoire des soins va engendrer un coût supplémentaire, et une augmentation progressive des primes.

Sur ce point, il est vrai qu'il est difficile de se faire une opinion précise, mais, actuellement, l'obligation d'avoir une délégation médicale pour tout traitement, en particulier les soins à domicile, génère une lourdeur administrative et des coûts supplémentaires puisqu'une



consultation médicale est à chaque fois nécessaire. Il faudra bien sûr prévoir une évaluation des coûts après quelques années d'expérience et si nécessaire, un ajustement de ces compétences.

Le dernier point sur lequel certains s'opposent à cette initiative est que d'inscrire ces principes dans la constitution pour une catégorie professionnelle bien précise génère des inégalités de traitement par rapport à d'autres professions et que c'est la porte ouverte pour des demandes similaires provenant d'autres corps de métier.

En ce qui concerne l'offensive de formation voulue par l'Initiative, la Confédération doit définir les conditions cadres du financement de ses coûts et, de ce fait, obliger les cantons à les mettre en pratique. Ce n'est en effet pas aux bénéficiaires de soins ni aux établissements de soins de les assumer par des augmentations des primes ou des coûts de fonctionnement.

L'initiative, vous le savez, n'est pas soutenue par le Conseil fédéral qui lui a opposé un contre-projet indirect. Celui-ci tient compte des revendications en matière de formation et promet une augmentation du financement d'1 milliard réparti sur 8 ans pour soutenir la formation de plus d'infirmières et d'infirmiers et l'obtention de plus de diplômes suisses.

Pour répondre à la revendication de plus d'autonomie dans la prescription de certains soins, le contre-projet indirect autorise le remboursement de certaines prestations par l'assurance obligatoire des soins, mais introduit pour la première fois une réserve sous forme d'une obligation de contracter. Cela signifie que des contrats devront être établis avec chaque assurance pour pouvoir facturer des soins effectués par le personnel infirmier. Libre à l'assureur de signer ou non ces contrats et libre à lui également d'en fixer les conditions. Les médecins sont menacés depuis longtemps d'une telle obligation de contracter et luttent activement contre ce dérèglement qui donne la toute-puissance aux assureurs, leur permettant de sélectionner les prestataires « bon marché » ce qui peut conduire à une baisse certaine de la qualité des soins.

Si l'initiative devait être rejetée en novembre prochain, le contre-projet entrerait en vigueur au début 2022. Il n'est pas soumis à la votation.

La grande faiblesse du contre-projet est qu'il n'améliore en rien les conditions de travail. Il ne fixe aucun plafond du nombre de patients par soignant, ne promeut pas la convention collective de travail et ne fait aucune proposition pour améliorer la conciliation entre la vie privée et la vie professionnelle. Dépenser un milliard pour former plus d'infirmières et d'infirmiers qui, les conditions de travail n'étant pas modifiées, vont quitter la profession quelques années plus tard, est un gâchis et un gaspillage.

En cas d'acceptation de l'initiative, le Conseil fédéral devra prendre des mesures efficaces pour remédier à la pénurie de personnel infirmier dans un délai de 18 mois, comme cela est mentionné dans les dispositions transitoires. Le contre-projet indirect pourrait alors servir de base à la mise en place de cette offensive de formation. Il aura en revanche 4 ans pour mettre en œuvre les autres exigences de l'initiative.



*En conclusion l'initiative est équilibrée et demande à la fois une offensive de formation pour pallier la pénurie actuelle et à venir de personnel soignant et d'autre part une amélioration des conditions de travail pour permettre à toutes celles et tous ceux qui ont choisi ce métier de pouvoir s'y réaliser avec satisfaction et de ne pas y renoncer prématurément comme c'est le cas actuellement. Le contre-projet ne remplit qu'une partie des revendications de l'initiative et ne peut donc pas être considéré comme suffisant.*

*En Suisse, comme souvent en raison de notre fédéralisme, nous n'avons pas de statistiques très fiables. J'ai par contre trouvé des statistiques en France voisine où il a pu être démontré qu'environ 10% du personnel soignant à contracté le COVID durant ces 18 derniers mois. Les cas ont été bien sûr beaucoup plus nombreux au début de la pandémie et diminuent maintenant que près de 90% du personnel soignant est vacciné en France.*

*De récents articles de journaux ont également tenté de chiffrer le nombre de soignants décédés depuis le début de la pandémie, mais, en raison de statistiques très variables et fiables au niveau mondial, l'estimation est assez large entre 18'000 et 180'000 personnes décédées. Tout ceci pour confirmer que le personnel soignant réalise non seulement une tâche indispensable pour l'ensemble de la société, mais, qu'en plus il le fait au péril de sa santé, voire de sa vie.*

Zum Thema der Pflegeinitiative gibt es Wortmeldungen von **Laurée Salamin, Margret Kiener Nellen** und **Mariela Muri**.

Anschliessend wird abgestimmt. **Die Versammlung beschliesst einstimmig, die Pflegeinitiative zu unterstützen.**

**Kaya Pawlowska**, Kampagnenverantwortliche der SP Schweiz für die Pflegeinitiative, informiert die Versammlung über die Kampagne. Es sollen in der ganzen Schweiz Informationsabende mit Film und Podium stattfinden. Die SP Schweiz stellt dazu einen Event-Kit sowie andere Elemente zur Verfügung, und hilft dabei, Rednerinnen zu suchen.

## **Referendum Stempelsteuer**

**Barbara Keller** stellt die Vorlage mittels einer PowerPoint Präsentation vor.

*Kaum zeichnet sich ein Ende der Pandemie ab, sollen die grössten Profiteure der Krise reich beschenkt werden: Die bürgerliche Mehrheit in Parlament und Bundesrat will die Stempelsteuer nach und nach abschaffen und damit den Grosskonzernen Milliarden zuschanzen. Dafür bezahlen sollen einmal mehr die Arbeitnehmenden.*

*Die SP hat das Referendum gegen den Stempelsteuer-Bschiss ergriffen und am 5. Oktober gemeinsam mit den Grünen und dem SGB mit knapp 70'000 Unterschriften eingereicht.*

*Was ist die Stempelsteuer genau? Stempelabgaben sind Steuern, welche auf den Handel mit Wertschriften erhoben werden. Es gibt drei Arten von diesen Stempelabgaben: Die*



Emissionsabgabe, die Umsatzabgabe (Handel mit Wertpapieren) und auf Versicherungsprämien (Haftpflicht, Kasko, Hausrat). Alle diese Abgaben zusammen betragen jährlich ca. 2,2 Milliarden CHF.

Die Bürgerlichen wollen die Stempelsteuer seit Jahrzehnten abschaffen und das Kapital und den Finanzplatz somit noch mehr privilegieren. Sie haben die Stempelsteuer-Vorlage in drei Teilprojekte eingeteilt. Diese Salamitaktik ist ein riesen Bschiss und soll uns vorgaukeln, dass kleine Häppchen besser verdaubar sind.

In der ersten Vorlage soll nun die Emissionsabgabe auf das Eigenkapital abgeschafft werden. Sie beträgt heute 1% und wird auf die Ausgabe von Aktien, Stammeinlagen und Genossenschaftsanteile erhoben. Gemeinnützige Genossenschaften sind davon ausgenommen. Die Emissionsabgabe und die Stempelsteuer wird grossmehrheitlich von Grossunternehmen und Konzernen entrichtet, primär aus der Finanzbranche. Mit einem Nein zum Stempelsteuer-Bschiss können wir auch gleich die weiteren Etappen der Stempelsteuer-Abschaffung stoppen..

Wer profitiert? Hans Rudolf Merz, wie wir wissen, kein Linker hat es korrekt ausgedrückt. Es profitieren genau jene, die es nicht nötig haben: Grosskonzerne, die Finanzbranche und Kapitalbesitzende. Die Abschaffung der Stempel- sowie der Verrechnungssteuer auf Obligationen privilegiert hohe Vermögen, denn diese besitzen grosse Aktienbestände und andere Wertpapiere. Die Stempelsteuer ist auch ein Teilersatz für die fehlende Kapitalgewinnsteuer, der einfach wegfallen würde.

Wenn die Verrechnungssteuer auf Obligationenerträge abgeschafft wird, können die vermögenden Anlegerinnen und Anleger dank dem Bankgeheimnis der Steuerpflicht ausweichen. Die Arbeitnehmenden hingegen zahlen weiterhin Verrechnungssteuer auf ihren Bank- und Sparkonten.

Was sind die Folgen? Die Abschaffung der Stempelsteuer führt zu Milliardenausfällen an Steuereinnahmen. Gerade jetzt, wo die Debatte zur Refinanzierung der Corona-Schulden stattfindet, wollen die Bürgerlichen dieses Projekt noch durchboxen, denn danach dürfte es schwierig werden. Gerade jetzt, wo der Bund die Wirtschaft mit Milliarden stützen musste, sollen die Grossen ein Zuckerchen erhalten und die Bevölkerung bezahlen. Gerade jetzt sollen wir, die Arbeitnehmenden die Schulden mit höheren Steuern auf Arbeitseinkommen kompensieren oder der Bund muss Leistungen im Bereich des Service Public streichen.

Projekte für die Bevölkerung in den Bereichen Klimaschutz, Gesundheit oder Gleichstellung werden abgewürgt. Und wir alle wissen, dass bei einem Abbau von Service Public gerade die Frauen jene sind, welche den Preis zahlen. Frauen leisten in der Schweiz noch immer doppelt so viel unbezahlte Arbeit im Haushalt und erhalten tiefere Löhne für dieselbe Arbeit. Armut ist in der Schweiz vorwiegend weiblich. Gerade deshalb sind Frauen auf einen starken Service Public und die Entlastung tiefer Einkommen angewiesen. Der Stempel-Steuer-Bschiss bewirkt genau das Gegenteil.



Fazit: Einmal mehr wollen Bürgerliche Grosskonzerne und Kapitalbesitzende steuerlich bevorzuge. Einmal mehr sollen Arbeitnehmende die Rechnung dafür bezahlen. Das alles ist gut verschleiert und wird uns in kleinen Tranchen serviert: Weitere Steuerprivilegien sind schon in der Pipeline. Diese unsolidarischen Steuerabbau-Pläne müssen wir stoppen. Denn diese Vorlagen bringt wirklich nur den Grossen etwas. Es ist nicht klar, warum diese Leute keinen Beitrag an die gesellschaftliche Solidarität zahlen sollen, im Gegenteil.

Warum wir NEIN zum Stempel Steuer Bschiss sagen sollten:

1. Es profitieren die Falschen
2. Die Rechnung für die Steuerausfälle bezahlen wir alle
3. Grosskonzerne, speziell aus der Finanzbranche, sind schon heute unterbesteuert

Ich bitte euch deshalb die Nein-Parole zum Stempelsteuer-Bschiss und das Ja zum Referendum zu fassen.

Zum Thema des Referendums zur Stempelsteuer gibt es keine Wortmeldungen.

Es wird abgestimmt. **Die Versammlung beschliesst einstimmig, das Referendum zur Abschaffung der Stempelsteuer zu unterstützen.**

## AHV 21

**Martine** informiert die Versammlung über die Vorlage AHV 21. Die SP Frauen haben ein Lernmodul vorbereitet, es soll dazu dienen, unsere Basis und uns nahestehende Gruppierungen möglichst breit über die Altersvorsorge in der Schweiz und über die AHV 21 zu informieren. Wenn die Vorlage nicht wesentlich verbessert wird - und das ist sehr unwahrscheinlich! - wird das Referendum ergriffen werden. Die Vorlage wird in der Wintersession beraten. Die Unterschriftensammlung wird also nach der Session, Ende Dezember 2021 beginnen. Martine weist zudem auf die gemeinsame Resolution von SP Frauen, SP Migrant:innen und SP 60+ am Parteitag in St. Gallen hin. Dort hat die SP die Unterstützung des Referendums beschlossen.

## Rede der beiden Co-Präsidentinnen Tamara Funiciello und Martine Docourt

Liebe Genossinnen, chères camarades, C'est avec beaucoup de plaisir que Tamara et moi sommes aujourd'hui avec vous. Après plus d'une année et demi sans avoir pu tenir d'Assemblée en présentiel, cela fait vraiment du bien de nous retrouver ici à Lausanne. Pour nous, il est important, en cette période particulière, de marquer aussi notre présence en Suisse romande.

Une période particulière en raison de Corona. Mais nous l'avons dit à plusieurs reprises, l'invisible a été rendu visible. Un monde invisible, des actions invisibles, mais surtout des



inégalités exacerbées. Des inégalités dont les femmes sont encore et toujours les plus touchées. Les femmes sont actives dans les métiers essentiels, des métiers qui sans leur existence ne permettraient pas à notre société de fonctionner, mais des métiers qui peinent à être valorisés à leur juste valeur.

La crise Corona n'est pas finie et l'impact qu'elle a à terme sur notre société n'est pas encore connu. Mais en parallèle, nous le savons, nous avons d'autres crises, des crises pour lesquelles nous devons continuer à nous engager et nous mobiliser. Il s'agit de la crise du care. Une crise du care qui elle aussi a pu être rendue visible par la situation que nous traversons. Le soin à la personne a été banalisé.

Die 1 Million Frage ist: wie lösen wir diese Krisen? Mal vorab: wer denkt, dass man eine Krise, mit nur einer Antwort lösen kann, der hat wenig verstanden. Um Krisen wirklich zu lösen, muss man Machtstrukturen verstehen. Und es gibt eben viele unterschiedliche Machtsysteme in unserer Gesellschaft. Wir leben in einer Gesellschaft, die nach der kapitalistischen Logik aufgebaut ist - wer Kapital hat, hat Macht. Aber unsere Gesellschaft hat auch Rassistische Machtstrukturen, wer weiss ist, hat mehr Macht als People of Colors. Sexistische Strukturen - Männer haben mehr Macht als Frauen. Cis Menschen haben mehr Macht. Menschen haben Macht über die Natur. Und Macht definiert die Ausbeutungsverhältnisse. Reiche beuten Armen aus, Männer beuten die Frauen aus, Nationen aus dem Norden die Nationen aus dem Süden, Menschen die Natur.

Darum spreche ich, wenn ich von Macht rede gerne, von einem Machtknoten. Jede dieser Machtsysteme ist wie ein Schnur, die Teil sind dieses Machtknotens. Und wenn wir diesen Machtknoten lösen wollen und so Krisen verhindern, dann reicht es nicht nur an einem zu ziehen. Wenn wir nur für die Gleichstellung von reichen Frauen mit den Männer kämpfen, dann haben wir vielleicht gleich viele Frauen in CEO Positionen. Aber wir haben nicht eine bessere Rente, oder besserer Löhne, oder den Schutz vor Gewalt von Migrantinnen und Transfrauen.

Wenn wir nur am Strang ziehen, der die Ausbeutung von Menschen und Natur symbolisiert, dann ziehen wir nicht in Betracht, dass Menschen aus dem Süden stärker betroffen sind, als Menschen aus dem Norden, Frauen mehr als Männer - und dass vor allem reiche Menschen verantwortlich sind für den Klimawandel. Wir als SP Frauen sprechen als feministisches Organisation eben all diese Probleme an. Wir ziehen gleichzeitig an all diesen Strängen - und lösen so den Knoten.

Das klingt jetzt alles mega kompliziert - aber wir sind bereits von der Idee in die Praxis gegangen: das haben wir im letzten Jahr gemacht bei den SP Frauen Schweiz: wir haben die Grundlage erarbeitet, um zu verändern. Feministisch zu verändern. Wir haben unterschiedliche Stränge aufgenommen und begonnen sie zu entwirren. Und wenn ihr heute unsere Pläne absegnet, dann werden wir gemeinsam weitermachen.

Wir versuchen euch, vermehrt einzubinden. Dafür verstärken wir in unseren Kampagnen die Aktivität der Basis und versuchen Sektionen aufzubauen - wenn ihr also Lust habt, eine SP Frauen Sektion aufzubauen, oder irgendwo mitzumachen, dann meldet euch bei uns im Sekretariat!



*Wir werden entschieden die Erhöhung des Rentenalters bekämpfen - nicht nur das der Frauen, sondern das von allen. Es ergibt keinen Sinn in Zeiten der Digitalisierung und des Klimawandels Menschen länger arbeiten zu lassen. Es ist ungerecht, dass die Frauen - und vor allem die armen Frauen - diese Revision erneut zahlen sollen. AVS21, c'est toujour non!*

*Wenn es einen Kampf gibt, der alle aktuelle grossen Bewegungen - Feministischer Streik, Klimastreik, Arbeiterinnenbewegung - vereint, dann ist es die Forderung nach der Senkung der Arbeitszeit. Diese feministische Forderung, ist gut für alle Menschen, sie ist gut für die Natur, sie ist gut für Arbeiterinnen - bezahlte und unbezahlte. Die Senkung der Erwerbsarbeitszeit ist gut für unsere Gesundheit und für die Vereinbarkeit. Und es geht um die Frage ob wir leben wollen um zu arbeiten, oder arbeiten wollen um zu leben. Das ist unser Langzeitprojekt.*

*Die Krisen sind vielfältig, sie überlappen und verstärken sich. die Antworten auf diese Krisen ist nie nur eine, es sind viele. Darum ist unser Feminismus, der Feminismus der SP Frauen antikapitalistisch, antirassistisch, antipatriarchal, intersektional, nachhaltig, kritisch. Um all diese Krisen zu bewältigen, brauchen wir euch: in den Sektionen, in den Parlamenten, auf der Strasse und in den Kollektiven. Also lasst uns gemeinsam diesen Kampf angehen. Venceremos! Danke, dass ihr hier seid!*

### **Traktandum 6: Care-Ökonomie und Kinderbetreuung**

Inputreferat von **Simona Isler**, Eidgenössische Kommission dini Mueter, Streikaktivistin und Historikerin: "Frauen, Arbeit und Einkommen. Eine care-ökonomische Perspektive"

Simona Isler hält ihr Referat mittels PowerPoint Präsentation (im Anhang).

Anschliessend führt **Virginia Köpfli** ein Gespräch mit ihr. Es gibt Wortmeldungen von **Margret Kiener Nellen, Evelyn Gmurczyk** und **Miriam Werlen** zu diesem Input.

Anschliessend stellen Tamara und Martine die Resolution [Kinderbetreuung muss zu einem Service Public werden! / La garde d'enfants doit devenir un service public !](#) vor.

*Geld. Zeit. Respekt.*

*Das waren unsere Forderungen beim feministischen Frauenstreik 2019. Weit über eine halbe Million Frauen, Inter, Nonbinäre, Transmenschen und solidarische cis - Männer auf der Strasse um diesen Forderungen Nachdruck zu verleihen. 2 Jahre nach diesem Streik hat sich im Bundeshaus wenig bis nichts getan.*

*Unsere Geduld, liebe Genoss:innen ist aufgebraucht. Denn die Zahlen reden Klartext!*

*1 Milliarde, die Stunden unbezahlter Kinderbetreuung pro Jahr.*

*108 Milliarden Franken, der Einkommensunterschied zwischen Männer und Frauen.*



248 Milliarden Franken, der Betrag, der die Gesellschaft den Frauen\* jedes Jahr für ihre unbezahlte Arbeit schuldet.

Wo bleibt die Anerkennung unserer Arbeit? Wo bleibt die Verbesserung der Arbeitsbedingungen der bezahlten und unbezahlten Care Arbeiterinnen? Wo bleibt der Respekt, die Zeit, das Geld für diese systemrelevante Büez?

Nun das aktuelle Parlament wird weiter das machen, was sie bis anhin gemacht haben: uns, unsere Forderungen und unsere Arbeit nicht ernst nehmen. Bzw. unseren Kampf entfremden uns so tun als hätte die Erhöhung des Rentenalters irgendwas mit Gleichstellung und Feminismus zu tun.

Darum, liebe Genossinnen, ist es an der Zeit die Sache selbst in die Hand zu nehmen und voranzutreiben. Genau deswegen machen wir heute einen weiteren Schritt zur Lancierung der Kinderbetreuungsinitiative.

Denn Kinderbetreuung ist nicht etwas, das Nebenher läuft. Sie erfordert Zeit und Energie. Und zwar nach wie vor allem Zeit und Energie von Frauen. Die Vereinbarkeit von Familie und Beruf, die von Liberalen immer wieder gepredigt wird, ist im besten Fall eine Fantasie, die vor allem gutverdienenden Frauen vorenthalten bleibt. Die Realität sieht anders aus.

Fakt ist: Frauen arbeiten immer mehr und sind trotzdem nach wie vor finanziell abhängig von Männern. Fakt ist: Kinderbetreuerinnen verdienen schlecht, haben schlechter Arbeitsbedingungen und zu viel Druck. Fakt ist: ohne die Hilfe von Grosseltern wäre es heute für viele Frauen nicht möglich, einer Erwerbsarbeit nachzugehen. Externe Kinderbetreuung ist für viele zu teuer und etwa so selten wie ein familienfreundlicher Arbeitgeber. Man weiss es gibt sie, aber man weiss nicht wo.

Darum sind die Ziele unserer Initiative klar –Kinderbetreuung soll Service Public werden! Das heisst:

- Kinderbetreuung für alle, statt für wenige. Kinderbetreuung soll flächendeckend sein, staatlich finanziert.
- Bessere Löhne und Arbeitsbedingungen für die Kinderbetreuerinnen! die Arbeit, die diese Frauen leisten, ist unendlich wichtig für diese Gesellschaft. Sie soll auch dementsprechend gewürdigt und entlohnt werden.
- Genügend Kinderbetreuungsplätze! Nur so können wir Frauen echte Vereinbarkeit ermöglichen!

Ich bitte euch, liebe Genossinnen, dieser Resolution zuzustimmen. Für eine würdige Kinderbetreuung! Danke.

**Die Resolution wird einstimmig, ohne Gegenstimme angenommen.**  
**Traktandum 7: Nur Ja heisst Ja**

**Tamara** macht einen Punkt zur Situation der Kampagne zum Sexualstrafrecht.



430 000 Frauen in der Schweiz wurden bereits vergewaltigt. 430 000. Wie kann man diese Zahl hören, sehen, und sie dennoch nicht verstehen. Wie kann man diese Zahl kennen, und doch nichts unternehmen?

430 000. Jede Einzelne davon ist ein Schicksal und eine Geschichte. Geschichten von Frauen und Mädchen. Von Müttern und Töchtern. Es sind Geschichten aus dem Alltag. Geschichten von Athletinnen und Lehrerinnen, von Bäuerinnen, Bäckerinnen, Ärztinnen, Journalistinnen, Verkäuferinnen und Politikerinnen.

Es sind Geschichten von Freundinnen. Von Morena und Virginia. Von Lou, Marta und Anuschka. Von Rea, Arta, Ajala, Lucy und Carmen. Es sind Geschichten von Schmerz und Mut, von Angst, aber auch von Wut.

Wut darauf, dass es im Freundeskreis statistisch gesehen mehr Frauen gibt, die Vergewaltigt wurden, als solche, die es in eine Kaderposition schaffen. Und dennoch scheint das grösste Problem von einigen Politiker:innen die Frauenquote zu sein. Wut darauf, dass wir gefragt werden: Wieso haben Sie sich nicht gewehrt und wieso kommen Sie erst jetzt? Statt zu fragen, ob wir einverstanden waren, und was wir brauchen.

Wut darauf, dass man ihnen glaubt - aber uns nicht. Wut, dass wir immer noch erklären müssen, was selbstverständlich sein sollte. Dass nur ein Ja ein Ja ist. Dass nur Menschen miteinander Sex haben sollten, die das auch wollen. Dass alles andere Gewalt ist.

Wut darauf, dass es der Politik angeblich egal ist, dass nur 8% der Vergewaltigungen gemeldet werden. Was nichts anderes heisst, als dass das Vertrauen von Frauen in dieses Rechtssystem inexistent ist - sonst würden sie Anzeige erstatten.

Doch wenn wir unsere Wut bündeln und an einem Strick ziehen, dann können wir Berge versetzen. Denn die vereinte Wut der Frauen und der solidarischen Mitmenschen ist eines der mächtigsten Instrumente, die es gibt.

50 Jahre nach der Annahme des Frauenstimmrechts leben wir immer noch in einer Gesellschaft, die von Männern dominiert wird. Ein Rechtssystem, das Männer mit ihrer Sicht, mit ihrer Wahrnehmung und Realität aufgebaut haben. Dementsprechend Gesetze, die von der Basis auf von Männern gedacht und eingeführt wurden. Es ist Zeit, diese Basis zu ändern!

Wir haben diese Kampagne lanciert, weil wir nicht länger schweigen werden. Weil wir es nicht mehr zulassen, dass unsere Realität ausgeschlossen, ausgeblendet, ignoriert wird. Wir kämpfen, weil wir nicht weniger als die Basis unseres Sexualstrafrechts verändern wollen und müssen. Damit wir, unsere Schwestern und unsere Töchter Gerechtigkeit erfahren.

Es geht nicht nur um die 430 000 Frauen - es geht um uns alle. Und es geht um die, die noch kommen werden, und um die, die bereits waren.



*Es geht um Gerechtigkeit - und es geht um Freiheit. Es geht um das Recht, über unseren Körper und unsere Sexualität entscheiden zu können - ohne um Grundrechte kämpfen zu müssen. Es geht darum, dass Menschenrechte auch Frauenrechte sind. Es geht um nichts anderes als das Selbstverständliche.*

*Bitte unterstützt uns in dieser Kampagne. Danke!*

### **Traktandum 8: Varia, Anträge und Resolutionen**

- Es sind keine Anträge oder Resolutionen eingegangen.
- Virginia informiert zum geplanten Vernetzungsanlass in Bern vom 29. Oktober (als Rahmenprogramm zur Frauensession)
- Gina informiert über den Filmabend mit Podium im Bundeshaus vom 17. November 2021, mit Gabrielle Nanchen und Tamara Funicello. Es wird der Film "De la cuisine au parlement" gezeigt.
- Die nächste Mitgliederversammlung findet am Samstag, 19. Februar in Bern statt.
- Gleich im Anschluss an die Versammlung gibt es eine Fotoaktion zur Pflegeinitiative.
- Seitens der Versammlung gibt es keine Varia.

Zum Abschluss der Versammlung ein grosses Danke an:

**Chloé Besse** vom PS Vaud, die uns in allen logistischen und organisatorischen Belangen unterstützt hat, an die **Commission d'égalité du PS Vaud**, im speziellen an die Präsidentin **Muriel Thalmann und ihren Mann Philippe Thalmann, Noémie Graff** für die Weindegustation, zu der im Anschluss alle herzlich eingeladen sind, **Kaya Pawlowska** vom Zentralsekretariat, welche uns beim Einlass und der Organisation behilflich waren, **Laurie Willomet** und **Delphine Probst**, welche ebenfalls beim Einlass geholfen haben, **alle GL Mitglieder**, die für die Organisation mitgearbeitet und mitgedacht haben, die Übersetzerinnen **Stefanie Götzmann** und **Veronika Westphal** für ihre sehr anspruchsvolle Arbeit, welche die Verständigung über den Röstigraben hinaus ermöglicht, und **Mehdy Henrioud** für den Kinderhütedienst. Tamara und Martine danken Gina für ihren Einsatz.